
LA BANQUE LAURENTIENNE DÉCLARE UN RÉSULTAT NET DE 31,0 MILLIONS \$ POUR LE PREMIER TRIMESTRE 2012

Faits saillants du premier trimestre 2012

- Résultat net de 31,0 millions \$, rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 11,6 % et résultat dilué par action de 1,16 \$
- Forte croissance soutenue des prêts, en hausse de 10 % sur douze mois
- Conclusion de l'acquisition des sociétés MRS
- Qualité du crédit solide
- À l'exclusion des frais liés aux transactions et d'intégration relatifs à l'acquisition des sociétés MRS :
 - Résultat net de 32,9 millions \$;
 - Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 12,4 %;
 - Résultat dilué par action de 1,24 \$;
- Émission d'actions ordinaires, pour un produit net de 60,5 millions \$ au début de février

Montréal, le 7 mars 2012 – La Banque Laurentienne du Canada a déclaré un résultat net de 31,0 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,16 \$, pour le premier trimestre clos le 31 janvier 2012, comparativement à un résultat net de 36,9 millions \$, ou un résultat dilué par action ordinaire de 1,41 \$, pour le premier trimestre 2011. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 11,6 % pour le premier trimestre 2012 se compare à 15,2 % pour le premier trimestre 2011. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration¹, le résultat net a été de 32,9 millions \$, soit un résultat dilué par action de 1,24 \$ pour le premier trimestre 2012, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 12,4 %. Ces résultats tiennent compte de l'adoption des Normes internationales d'information financière (IFRS), qui ont remplacé les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada) antérieurs à partir du 1^{er} novembre 2011. Par conséquent, les chiffres comparatifs ont été retraités conformément aux IFRS.

Dans ses commentaires sur les résultats de la Banque pour le premier trimestre 2012, Réjean Robitaille, président et chef de la direction, a indiqué : « Je suis satisfait des résultats du premier trimestre compte tenu du contexte difficile pour l'économie et le secteur bancaire. La solide croissance interne des prêts de tous nos secteurs d'activité et la qualité soutenue du crédit ont contribué à notre bonne performance. De plus, la conclusion de l'acquisition des sociétés MRS survenue le 16 novembre et le fait que notre réseau de succursales bancaires ait commencé à distribuer les fonds communs de placement Mackenzie depuis janvier renforcent notre position concurrentielle, l'acquisition des sociétés MRS contribuant déjà à la croissance du secteur d'activité B2B Trust ».

M. Robitaille a conclu : « Nous sommes aussi très satisfaits de la façon dont le marché a réagi face à la récente émission d'actions, ce qui témoigne du progrès de la Banque et démontre de la confiance envers les stratégies de la Banque pour le futur. »

¹ Les frais liés aux transactions et d'intégration se rapportent particulièrement aux frais engagés par la Banque pour finaliser l'acquisition des sociétés MRS (qui incluent : M.R.S. inc., Compagnie de Fiducie M.R.S., Services Valeurs Mobilières M.R.S. inc. et Corporation de Correspondants M.R.S.) et intégrer leurs activités dans le secteur B2B Trust.

Conversion aux IFRS

La Banque a adopté les IFRS comme référentiel d'information financière le 1^{er} novembre 2011. La transition aux IFRS a eu lieu le 1^{er} novembre 2010 et a nécessité le retraitement des informations comparatives de 2011 de la Banque en PCGR du Canada pour les présenter conformément aux IFRS. En outre, la Banque a diffusé aujourd'hui un communiqué distinct présentant les résultats trimestriels et annuels de 2011 retraités selon les IFRS. D'autres renseignements sur l'incidence de la transition se trouvent aussi dans le rapport annuel 2011 de la Banque, dans les notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et dans les informations supplémentaires présentées pour le premier trimestre 2012.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Dans ce document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou dans d'autres communications, la Banque Laurentienne du Canada peut, à l'occasion, formuler des énoncés prospectifs, écrits ou oraux, au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières. Ces énoncés prospectifs incluent, sans s'y limiter, des énoncés relatifs au plan d'affaires et aux objectifs financiers de la Banque. Les énoncés prospectifs formulés dans ce rapport de gestion sont destinés à aider les porteurs de titres de la Banque et les analystes financiers à mieux comprendre la situation financière de la Banque et les résultats de ses activités à la date indiquée et pour les périodes closes à cette date, et pourraient ne pas être adéquats à d'autres fins. Les énoncés prospectifs sont habituellement marqués par l'emploi du conditionnel et l'usage de mots tels que « perspectives », « croire », « estimer », « prévoir », « projeter », « escompter », « anticiper », « planifier », « pourrait », « devrait », « ferait », ou la forme négative ou des variantes de tels termes, ou une terminologie similaire.

De par leur nature, ces énoncés prospectifs reposent sur des hypothèses et comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes d'ordre général et spécifique. Il est donc possible que les prévisions, projections et autres énoncés prospectifs ne se matérialisent pas ou s'avèrent inexacts. Quoique la Banque soit d'avis que les attentes exprimées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, elle ne peut assurer que ces attentes s'avéreront exactes.

Les objectifs financiers de 2012 sont fondés sur les résultats prévus présentés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). Ces objectifs pourraient devoir être modifiés par suite de l'achèvement du processus de conversion aux IFRS en octobre 2012.

L'incidence *pro forma* de Bâle III sur les ratios de fonds propres réglementaires est fonction de l'interprétation, par la Banque, des règlements proposés par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et des exigences établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). L'incidence *pro forma* de Bâle III sur les ratios de fonds propres réglementaires tient compte également de l'incidence prévue de la conversion aux IFRS. Les règles de Bâle et l'incidence de la conversion aux IFRS pourraient faire l'objet de nouvelles modifications, ce qui pourrait se répercuter sur les résultats de l'analyse réalisée par la Banque.

La Banque déconseille aux lecteurs de se fier indûment aux énoncés prospectifs pour prendre des décisions, étant donné qu'en raison de divers facteurs significatifs, les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, entre autres, l'activité des marchés des capitaux, les changements des politiques monétaire, fiscale et économique des gouvernements, les variations des taux d'intérêt, les niveaux d'inflation et la conjoncture économique en général, l'évolution des lois et de la réglementation, la concurrence, les notes de crédit, la rareté des ressources humaines et l'environnement technologique. Enfin, la Banque prévient que la liste de facteurs ci-dessus n'est pas exhaustive. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Banque diffèrent des attentes exprimées, les personnes intéressées sont priées de consulter la rubrique « Cadre de gestion intégrée des risques » du rapport annuel de la Banque et les autres documents publics déposés par la Banque et disponibles sur le site www.sedar.com.

En ce qui a trait à l'acquisition des sociétés MRS, ces facteurs comprennent, sans s'y limiter, la possibilité que les avantages attendus de la transaction, notamment l'augmentation du résultat et les synergies prévues, ne se concrétisent pas dans les délais prévus; le risque de ne pouvoir intégrer rapidement et efficacement les activités; le risque lié à la réputation et la réaction des clients de B2B Trust et des sociétés MRS face à la transaction; et le fait que la direction doit consacrer beaucoup de temps aux questions relatives à l'acquisition.

La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs, écrits ou oraux, formulés par elle ou en son nom, sauf dans la mesure où la réglementation des valeurs mobilières l'exige.

Faits saillants

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER 2012	31 JANVIER 2011	VARIATION
Rentabilité			
Revenu total	193 744 \$	186 855 \$	4 %
Résultat net	30 962 \$	36 920 \$	(16) %
Résultat dilué par action	1,16 \$	1,41 \$	(18) %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ^[1]	11,6 %	15,2 %	
Marge nette d'intérêt ^[1]	1,75 %	1,86 %	
Ratio d'efficacité ^[1]	73,8 %	68,0 %	
Rentabilité - À l'exclusion des frais liés aux transactions et d'intégration ^[2]			
Frais liés aux transactions et d'intégration	2 660 \$	- \$	
Résultat net ajusté ^[1]	32 919 \$	36 920 \$	(11) %
Résultat dilué par action ajusté ^[1]	1,24 \$	1,41 \$	(12) %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté ^[1]	12,4 %	15,2 %	
Ratio d'efficacité ajusté ^[1]	72,4 %	68,0 %	
Par action ordinaire			
Cours de l'action			
Haut	48,68 \$	53,66 \$	
Bas	41,12 \$	44,14 \$	
Clôture	46,20 \$	53,10 \$	(13) %
Ratio cours / résultat (quatre derniers trimestres)	10,5 x	n.a.	
Valeur comptable ^[1]	40,12 \$	37,40 \$	7 %
Ratio cours / valeur comptable	115 %	142 %	
Dividendes déclarés	0,45 \$	0,39 \$	15 %
Rendement de l'action ^[1]	3,90 %	2,94 %	
Ratio du dividende versé ^[1]	38,7 %	27,6 %	
Situation financière			
Actif au bilan	29 921 236 \$	26 918 638 \$	11 %
Prêts et acceptations	22 823 985 \$	20 783 952 \$	10 %
Dépôts	20 701 287 \$	18 927 105 \$	9 %
Ratio de fonds propres selon Bâle II ^[3]			
de Catégorie 1	10,3 %	11,1 %	
Autres renseignements			
Nombre d'employés en équivalent temps plein	3 976	3 715	
Nombre de succursales	158	157	
Nombre de guichets automatiques	429	421	

[1] Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 20.

[2] Frais liés à l'acquisition récente des sociétés MRS.

[3] Le ratio pour 2011 est présenté selon les anciens PCGR du Canada comme déposé auprès du BSIF.

Revue des faits saillants

Le premier trimestre 2012 compte plusieurs faits saillants dignes de mention. À la mi-novembre, l'acquisition des sociétés MRS s'est conclue et leur intégration dans le secteur B2B Trust a commencé. Cette acquisition contribue déjà à la rentabilité de B2B Trust, ainsi qu'à la diversification de ses revenus et devrait accroître davantage le résultat, compte non tenu des frais d'intégration, à mesure que les synergies de coûts et de revenus se réaliseront l'an prochain. En outre, B2B Trust continue à fournir à ses 22 000 conseillers financiers un service sans erreurs et sans tracas. Le fait d'être un fournisseur de premier plan de produits et services a donné un solide coup d'envoi à la saison des REER, et continuera de profiter à la fois aux clients de B2B Trust et à la Banque.

À la mi-janvier, la Banque a commencé à distribuer les fonds communs de placement Mackenzie dans son réseau de succursales bancaires. Après la croissance record des fonds communs de placement en 2011, le secteur Particuliers et PME continuera à faire de la vente de fonds communs de placement et d'assurance crédit et de produits liés aux cartes sa priorité, afin d'élargir et de renforcer les relations clients. La combinaison du système de gestion de la relation client de la Banque et de la solide offre de fonds communs de placement de Mackenzie devrait contribuer à la hausse des ventes.

Également en janvier, la Banque a profité des conditions favorables du marché et annoncé qu'elle émettrait des actions ordinaires. Valeurs mobilières Banque Laurentienne a assuré un rôle de co-syndicataire chef de file au sein du syndicat de prise ferme. Cette émission bien reçue s'est conclue au début de février, accroissant de 1,3 million le nombre d'actions en circulation et raffermissant les fonds propres de 60,5 millions \$. Ces éléments prouvent la saine gestion du capital de la Banque, assurant ainsi que les exigences en matière de fonds propres de Bâle III qui entreront en vigueur en janvier 2013 seront satisfaites.

Au début de février, Stéphane Therrien s'est joint à la Banque à titre de vice-président exécutif, Immobilier et Commercial, et de membre du comité de direction. Le secteur Immobilier et Commercial a grandement participé à la croissance globale de la Banque au cours des dernières années. Cela s'est poursuivi au premier trimestre 2012, alors que les prêts commerciaux ont augmenté de 8 %. La nomination de M. Therrien renforce le rôle important que ce secteur continuera de jouer dans la croissance et le développement futurs de la Banque.

Principales informations financières selon les IFRS

Au premier trimestre de 2012, la Banque Laurentienne, ainsi que l'ensemble des autres banques canadiennes, a commencé à présenter ses informations financières selon les IFRS plutôt que selon les PCGR du Canada. Les résultats de 2011 ont été retraités pour faciliter les comparaisons avec les périodes précédentes. Bien qu'il ne s'agisse que d'un changement de méthode comptable, il est utile de comprendre les ajustements comptables les plus importants influant sur les résultats financiers de la Banque.

En vertu des IFRS, les actifs liés aux activités de titrisation ont été reclassés au bilan, ce qui explique pourquoi l'actif total avoisinait 29 milliards \$ à la fin de l'exercice 2011 selon les IFRS par rapport à 24,5 milliards \$ selon les PCGR du Canada. Au 31 octobre 2011, les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires se sont établis à 943 millions \$ selon les IFRS, par rapport à 1,1 milliard \$ selon les anciens PCGR du Canada, la différence étant surtout attribuable aux changements apportés au traitement des régimes de retraite et du goodwill. Pour ce qui est de l'état du résultat, les deux principaux ajustements se rapportent à la titrisation et aux avantages du personnel. En outre, compte tenu de certains autres ajustements comptables, le résultat par action ajusté de 2011 s'est élevé à 4,93 \$ selon les IFRS par rapport à 5,05 \$ selon les PCGR du Canada. De plus amples renseignements sont présentés dans un communiqué distinct diffusé aujourd'hui.

Rapport de gestion

Le présent Rapport de gestion présente une analyse, par la direction, de la situation financière de la Banque au 31 janvier 2012, ainsi que de sa performance au cours du trimestre clos à cette date. Il constitue le premier rapport intermédiaire de la Banque présenté selon les IFRS et doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du trimestre clos le 31 janvier 2012, préparés conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et à l'IFRS 1, *Première application des IFRS*, publiées par l'International Accounting Standards Board. Les chiffres comparatifs au 31 janvier 2011 et au 31 octobre 2011 ainsi que pour les trimestres clos le 31 janvier 2011 et le 31 octobre 2011 ont été retraités pour qu'ils soient conformes aux IFRS. Pour des informations sur les ajustements importants apportés aux états financiers intermédiaires, se reporter à la note 5, « Adoption des IFRS », des états financiers consolidés intermédiaires. Le Rapport annuel 2011 de la Banque fournit des informations supplémentaires relatives à des sujets tels que la gestion des risques, les estimations et les conventions comptables critiques et les arrangements hors bilan.

Des informations additionnelles relatives à la Banque Laurentienne du Canada, y compris la Notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de la Banque, à l'adresse www.banquelaurentienne.ca, et sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Perspectives économiques

L'économie mondiale n'a pas beaucoup changé depuis le début de l'exercice. Les banques centrales de l'Europe, du Japon et de l'Amérique du Nord ont maintenu des politiques monétaires très stimulantes. Par exemple, la Réserve fédérale américaine a récemment fait part de son intention de maintenir les taux d'intérêt à court terme près de zéro au moins jusqu'à la fin de 2014, malgré la baisse récente du taux de chômage. Pour ce qui est de la situation inquiétante dans la zone euro, désormais officiellement en récession, les autorités s'évertuent encore à contenir la crise de la dette et à éviter la propagation excessive dans l'économie réelle. Malgré le léger répit au stress financier ayant suivi l'intervention de la Banque centrale européenne (BCE) à la fin de 2011, la situation est loin d'être revenue à la normale.

En ce qui concerne le Canada, la Banque prévoit que l'économie réelle croîtra à un rythme modéré tout au long de 2012 et de 2013 (inférieur à 2 %). Le Canada n'est pas à l'abri des événements survenant ailleurs dans le monde, car même les économies émergentes à croissance rapide d'Asie montrent des signes d'essoufflement. Bien que les données économiques récentes, comme les créations d'emploi décevantes, pourraient indiquer un ralentissement de l'économie au pays, la Banque du Canada devrait maintenir ses taux inchangés. Néanmoins, les récentes annonces faites par la BCE et la Réserve fédérale devraient contribuer à assurer des taux d'intérêt stables et très souples au Canada. La Banque est d'avis que la Banque du Canada attendra au moins jusqu'au troisième trimestre de 2013 avant d'accroître graduellement le taux cible de financement à un jour, ce qui devrait fournir un soutien suffisant aux entreprises et aux ménages, en plus de permettre à l'économie canadienne de poursuivre son expansion modérée.

Objectifs financiers 2012

Le tableau ci-dessous présente les objectifs définis par la direction pour l'exercice 2012, ainsi que la performance de la Banque jusqu'à maintenant. La croissance des revenus a été déterminée d'après les chiffres comparatifs retraités de 2011 selon les IFRS. Ces objectifs financiers sont fondés sur les hypothèses déjà présentées à la page 29 du rapport annuel 2011 de la Banque à la rubrique « Hypothèses clés à la base des objectifs de la Banque » et ne tiennent pas compte des frais liés aux transactions et d'intégration.

OBJECTIFS FINANCIERS 2012 ^[1]

(Excluant les frais liés aux transactions et d'intégration)

	POUR LE TRIMESTRE CLOS LE	
	OBJECTIFS 2012	31 JANVIER, 2012
Croissance des revenus	> 5 %	4 %
Ratio d'efficacité ajusté	73 % à 70 %	72,4 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	11,0 % à 13,5 %	12,4 %
Résultat dilué par action ajusté	4,80 \$ à 5,40 \$	1,24 \$

[1] Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 20.

Après trois mois, la direction considère que la Banque est bien placée pour réaliser ses objectifs, tels qu'ils ont été définis au début de l'exercice. La forte croissance des prêts, à la fois interne et par suite de l'acquisition des sociétés MRS, de même que l'amélioration soutenue de la qualité du crédit, ont contribué à la performance satisfaisante, dans l'ensemble. Après un trimestre, la croissance des revenus se situe légèrement en deçà de l'objectif visé; cependant, le développement des affaires continu devrait contribuer davantage à la croissance des revenus au cours de l'exercice. Le ratio d'efficacité demeure dans la fourchette cible, surtout grâce aux projets en cours visant à contrôler les coûts, qui ont en partie compensé le ralentissement des revenus.

Analyse des résultats consolidés

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER	31 OCTOBRE	31 JANVIER
	2012	2011	2011
Revenu net d'intérêt	130 629 \$	126 391 \$	126 603 \$
Autres revenus	63 115	56 031	60 252
Revenu total	193 744	182 422	186 855
Provisions pour pertes sur prêts	10 000	12 999	11 457
Frais autres que d'intérêt	143 020	137 152	127 077
Résultat avant impôts sur le résultat	40 724	32 271	48 321
Impôts sur le résultat	9 762	5 562	11 401
Résultat net	30 962 \$	26 709 \$	36 920 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes	3 166	3 111	3 109
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	27 796 \$	23 598 \$	33 811 \$
Résultat par action			
de base	1,16 \$	0,99 \$	1,41 \$
dilué	1,16 \$	0,99 \$	1,41 \$

Trimestre clos le 31 janvier 2012 comparativement au trimestre clos le 31 janvier 2011

Le résultat net a atteint 31,0 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,16 \$, pour le premier trimestre clos le 31 janvier 2012, par rapport à 36,9 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,41 \$, pour le premier trimestre 2011. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration, le résultat net s'est élevé à 32,9 millions \$, soit un résultat dilué par action de 1,24 \$, comme l'indique le tableau ci-après.

INCIDENCE DES FRAIS LIÉS AUX TRANSACTIONS ET D'INTÉGRATION

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)	SECTEUR D'ACTIVITÉ	POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 31 JANVIER, 2012		
		ÉLÉMENTS AVANT IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	ÉLÉMENTS, DÉDUCTION FAITE DES IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION ORDINAIRE
		Résultat net tel que présenté à l'état du résultat consolidé		30 962 \$
Frais liés aux transactions et d'intégration :				
Frais liés à l'intégration	B2B Trust	2 660 \$	1 957	0,08
Résultat net excluant les frais liés aux transactions et d'intégration		32 919 \$	1,24 \$	

Revenu total

Le revenu total a augmenté de 6,9 millions \$, soit 4 %, pour s'élever à 193,7 millions \$ pour le premier trimestre 2012, comparativement à 186,9 millions \$ pour le premier trimestre 2011. La contribution des sociétés MRS au revenu total s'est élevée à 8,3 millions \$ au premier trimestre 2012.

Le revenu net d'intérêt de 130,6 millions \$ pour le premier trimestre 2012 a été supérieur à celui de 126,6 millions \$ au premier trimestre 2011, la forte croissance des prêts et des dépôts d'un exercice à l'autre ayant plus que compensé la diminution des marges d'intérêt.

Selon les IFRS, la marge nette d'intérêt a été touchée par des actifs à plus faible rendement de 3,6 milliards \$ liés aux activités de titrisation, qui ont réduit la marge nette d'intérêt de 17 points de base en comparaison de la marge nette d'intérêt de 2,03 % calculée selon les anciens PCGR du Canada pour le premier trimestre 2011. Au cours des quatre derniers trimestres, la marge nette d'intérêt a diminué de 11 points de base, pour passer d'une marge nette d'intérêt ajustée selon les IFRS de 1,86 % pour le premier trimestre 2011 à une marge nette d'intérêt de 1,75 % pour le premier trimestre 2012.

L'augmentation de 0,9 milliard \$ des actifs de titrisation, incluant une augmentation de 434,2 millions \$ des actifs de remplacement, au cours des douze derniers mois a entraîné une diminution de 7 points de base de la marge nette d'intérêt. La compression de la marge nette d'intérêt reflète également la concurrence en matière de tarification, notamment dans le marché du détail, ainsi que le contexte de faiblesse persistante des taux d'intérêt et de l'aplatissement de la courbe de rendement qui, combinés, ont donné lieu à un resserrement de 4 points de base de la marge.

Les autres revenus ont atteint 63,1 millions \$ au premier trimestre 2012, comparativement à 60,3 millions \$ au premier trimestre 2011, soit une augmentation de 5 % d'un exercice à l'autre. Cette augmentation est attribuable à la contribution de 5,7 millions \$ aux autres revenus découlant de l'acquisition des sociétés MRS, principalement des régimes enregistrés autogérés. Ces augmentations ont en partie été contrebalancées par une baisse des revenus d'assurance crédit résultant du nombre plus élevé de réclamations, ainsi que par une baisse des revenus tirés des opérations de trésorerie et des marchés financiers.

Provisions pour pertes sur prêts

Les provisions pour pertes sur prêts ont totalisé 10,0 millions \$ au premier trimestre 2012, une baisse de 1,5 million \$, ou 13 %, par rapport à 11,5 millions \$ pour le premier trimestre 2011, compte tenu de l'excellent crédit des portefeuilles de prêts. Malgré la diminution des pertes sur prêts, la Banque demeure prudente et continue d'appliquer des normes de souscription de prêts prudentes dans le contexte économique incertain actuel.

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt ont totalisé 143,0 millions \$ au premier trimestre 2012, comparativement à 127,1 millions \$ au premier trimestre 2011. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration de 2,7 millions \$ et des dépenses d'exploitation actuelles liées aux sociétés MRS de 7,1 millions \$, les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 6,2 millions \$, ou 5 %, pour s'établir à 133,3 millions \$.

Les salaires et avantages du personnel ont augmenté de 8,3 millions \$, ou 12 %, pour atteindre 77,0 millions \$ comparativement au premier trimestre 2011, surtout en raison de l'augmentation de l'effectif par suite de l'acquisition des sociétés MRS et des hausses régulières des salaires. En outre, la Banque a engagé des charges plus élevées au titre des avantages du personnel liées à certains programmes d'assurance collective dont elle co-assure le risque.

Les coûts relatifs aux locaux et aux technologies ont augmenté de 2,6 millions \$ par rapport au premier trimestre 2011, en raison de la hausse des coûts de location par suite de l'acquisition des sociétés MRS et de la majoration de la superficie en pieds carrés des locaux loués. Les investissements soutenus dans l'infrastructure technologique de la Banque et l'augmentation de la charge d'amortissement liée au parachèvement de projets de développement de technologies de l'information ont aussi favorisé l'augmentation.

Les autres frais autres que d'intérêt ont augmenté de 2,4 millions \$, pour atteindre 26,2 millions \$ pour le premier trimestre 2012, par rapport à 23,8 millions \$ pour le premier trimestre 2011, surtout par suite de l'acquisition des sociétés MRS.

Les frais liés aux transactions et d'intégration pour le premier trimestre 2012 ont totalisé 2,7 millions \$ et se rapportaient à des frais de technologie de l'information, des frais juridiques et des frais de communication liés à l'intégration des sociétés MRS. Veuillez prendre note que les frais d'intégration ne devraient pas être engagés sur une base linéaire, mais que le processus d'intégration progresse de façon à réaliser les synergies prévues.

Le ratio d'efficacité a été de 73,8 % pour le premier trimestre 2012, comparativement à 68,0 % pour le premier trimestre 2011. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration, le ratio d'efficacité a été de 72,4 %. Malgré un contrôle adéquat des coûts, la concurrence en matière de tarification et le contexte de faiblesse généralisée des taux d'intérêt ont pesé lourd sur le ratio d'efficacité de la Banque. Comme la pression sur le revenu net d'intérêt devrait se poursuivre dans un avenir rapproché et que le contexte de taux d'intérêt actuel devrait se maintenir, la Banque demeure concentrée sur la production d'autres revenus, le contrôle des coûts et l'amélioration de son exécution.

Impôts sur le résultat

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2012, les impôts sur le résultat s'élevaient à 9,8 millions \$, et le taux d'imposition effectif s'établissait à 24,0 %. Ce taux d'imposition inférieur au taux prévu par la loi découle principalement des retombées positives des investissements de la Banque dans des valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus de dividendes non imposables, et de l'imposition réduite des revenus tirés des opérations d'assurance crédit et de réassurance. Comparativement au trimestre correspondant de 2011, le taux d'imposition plus élevé pour le premier trimestre clos le 31 janvier 2012 tient compte de la baisse des revenus tirés des opérations d'assurance crédit, en partie compensée par la baisse de 1,5 % des taux d'imposition du gouvernement fédéral qui est entrée en vigueur pour l'exercice. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2011, les impôts sur le résultat s'élevaient à 11,4 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'établissait à 23,6 %.

Trimestre clos le 31 janvier 2012 comparativement au trimestre clos le 31 octobre 2011

Le résultat net a atteint 31,0 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,16 \$, pour le premier trimestre 2012, par rapport à 26,7 millions \$, ou un résultat dilué par action de 0,99 \$, pour le quatrième trimestre 2012. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration, le résultat net a été de 32,9 millions \$, soit un résultat dilué par action de 1,24 \$, en comparaison d'un résultat net de 33,4 millions \$, soit un résultat dilué par action de 1,26 \$, pour le quatrième trimestre clos le 31 octobre 2011.

INCIDENCE DES FRAIS LIÉS AUX TRANSACTIONS ET D'INTÉGRATION

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)	SECTEUR D'ACTIVITÉ	POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 31 OCTOBRE, 2011		
		ÉLÉMENTS AVANT	ÉLÉMENTS, DÉDUCTION FAITE	RÉSULTAT
		IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	DES IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	DILUÉ PAR ACTION
Résultat net tel que présenté à l'état du résultat consolidé			26 709 \$	0,99 \$
Frais liés aux transactions et d'intégration :				
Frais liés à l'intégration	B2B Trust	1 349 \$	1 201	0,05
Indemnité au titre de la résiliation en 2012 de l'entente de distribution existante des fonds IA Clarington	Autres	7 657	5 465	0,23
		9 006 \$	6 666	0,28
Résultat net excluant les frais liés aux transactions et d'intégration			33 375 \$	1,26 \$

[1] L'incidence par action des frais liés aux transactions et d'intégration diffère en raison de l'arrondissement.

Le revenu total a augmenté, pour se fixer à 193,7 millions \$ au premier trimestre 2012, par rapport à 182,4 millions \$ pour le trimestre précédent. Le revenu net d'intérêt a totalisé 130,6 millions \$, une hausse séquentielle de 3 % attribuable à la solide croissance des prêts, alors que la marge nette d'intérêt est demeurée relativement inchangée à 1,75 % au premier trimestre, contre 1,76 % au quatrième trimestre.

Les autres revenus ont augmenté de 13 % par rapport au quatrième trimestre de 2011, surtout en raison des revenus plus élevés tirés des régimes enregistrés autogérés par suite de l'acquisition des sociétés MRS et de l'augmentation considérable des revenus tirés des activités de courtage en raison de l'amélioration de la conjoncture macroéconomique par rapport au quatrième trimestre 2011.

Les provisions pour pertes sur prêts ont totalisé 10,0 millions \$ au premier trimestre 2012, en regard de 13,0 millions \$ pour le quatrième trimestre 2011, reflétant l'excellente qualité du portefeuille.

Les frais autres que d'intérêt s'élevaient à 143,0 millions \$ au premier trimestre 2012, comparativement à 137,2 millions \$ pour le quatrième trimestre 2011. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration de 2,7 millions \$ pour le premier trimestre 2012 et de 9,0 millions \$ pour le quatrième trimestre 2011, les frais autres que d'intérêt ont augmenté séquentiellement de 12,2 millions \$ surtout en raison des dépenses d'exploitation normales de 7,1 millions \$ liées aux sociétés MRS, ainsi que de la hausse des salaires et des avantages du personnel, comme il est mentionné plus haut.

Situation financière

BILAN RÉSUMÉ

En milliers de dollars canadiens (non audité)	AU 31 JANVIER 2012	AU 31 OCTOBRE 2011	AU 31 JANVIER 2011
ACTIF			
Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	622 707 \$	367 059 \$	533 633 \$
Valeurs mobilières	5 192 491	5 175 866	4 567 432
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente	639 604	720 317	515 855
Prêts et acceptations, montant net	22 681 682	21 944 394	20 648 409
Autres actifs	784 752	755 574	653 309
	29 921 236 \$	28 963 210 \$	26 918 638 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Dépôts	20 701 287	20 016 281	18 927 105 \$
Autres passifs	2 952 430	2 725 215	2 824 241
Dette liée aux activités de titrisation	4 798 554	4 760 847	3 786 336
Dette subordonnée	242 987	242 551	241 116
Capitaux propres	1 225 978	1 218 316	1 139 840
	29 921 236 \$	28 963 210 \$	26 918 638 \$

L'actif au bilan s'élevait à 29,9 milliards \$ au 31 janvier 2012, soit une augmentation de 1,0 milliard \$ par rapport à la clôture de l'exercice 2011. Au cours des douze derniers mois, l'actif au bilan a augmenté de 3,0 milliards \$.

Liquidités

Les liquidités de la Banque, composées de la trésorerie, des dépôts auprès d'autres banques, des valeurs mobilières et des valeurs acquises en vertu de conventions de revente, ont augmenté de 0,2 milliard \$ par rapport à la clôture de l'exercice 2011, en raison essentiellement de l'acquisition des sociétés MRS au cours du trimestre. Par ailleurs, la Banque a continué à gérer le niveau et la composition des liquidités pour appuyer la solide croissance de ses prêts tout au long du trimestre. Les liquidités, en pourcentage de l'actif total, sont demeurées inchangées par rapport au 31 octobre 2011, à 22 %.

Portefeuille de prêts

Le portefeuille de prêts bruts et acceptations bancaires s'élevait à 22,8 milliards \$ au 31 janvier 2012, soit une augmentation de 0,7 milliard \$, ou 3 %, par rapport au 31 octobre 2011, et une augmentation de 10 % d'un exercice à l'autre. La croissance interne représentait une augmentation de 0,4 milliard \$, la Banque ayant poursuivi sa croissance malgré l'intensité de la concurrence, alors qu'une tranche de 0,3 milliard \$ a trait à l'acquisition des sociétés MRS. Les prêts personnels ont augmenté de 289,8 millions \$, surtout en raison de la croissance des prêts à l'investissement acquis dans le cadre de l'acquisition des sociétés MRS et des marges de crédit hypothécaires. Les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 255,0 millions \$ au cours du trimestre, y compris une tranche de 64,7 millions \$ liée à l'acquisition des sociétés MRS. De plus, les prêts hypothécaires commerciaux et les prêts commerciaux, y compris les acceptations bancaires, ont augmenté respectivement de 71,4 millions \$, ou 3 %, et de 120,2 millions \$, ou 6 %, par rapport au 31 octobre 2011, alors que la Banque a continué de s'appuyer sur sa clientèle pour tirer profit des possibilités de croissance offertes par le marché canadien.

Dépôts

Le total des dépôts de particuliers a augmenté de 644,9 millions \$ depuis le 31 octobre 2011, et s'élevait à 16,3 milliards \$ au 31 janvier 2012. Cette croissance est principalement attribuable à l'acquisition des sociétés MRS. Les dépôts d'entreprises et autres dépôts (incluant les dépôts institutionnels) ont légèrement augmenté depuis le début de l'exercice, pour s'établir à 4,4 milliards \$ au 31 janvier 2012 alors que d'autres sources, comme le recours aux liquidités excédentaires découlant de l'acquisition des sociétés MRS, ont suffi à satisfaire aux besoins de financement de la Banque pour le trimestre et à soutenir la croissance des prêts. Néanmoins, après le trimestre, la Banque a profité des conditions favorables du marché et a réussi à mobiliser 200,0 millions \$ en billets de dépôt de premier rang pour maintenir de solides liquidités. Par l'entremise des secteurs d'activité Particuliers et PME-Québec et B2B Trust, les dépôts de particuliers demeurent une source de financement particulièrement stable pour la Banque et représentaient 79 % du total des dépôts au 31 janvier 2012. L'acquisition des sociétés MRS accroît davantage les activités de collecte de dépôts de la Banque.

Autres passifs

La dette liée aux activités de titrisation a augmenté de 37,7 millions \$ et s'établissait à 4,8 milliards \$ au 31 janvier 2012. Au cours du trimestre, la Banque a titrisé et vendu légalement des prêts hypothécaires résidentiels d'un montant de 50,8 millions \$, ce qui a entraîné une augmentation de la dette liée aux activités de titrisation de 50,5 millions \$. En outre, des prêts totalisant 228,5 millions \$ ont été vendus à titre d'actifs de remplacement au cours du trimestre. Pour de plus amples renseignements sur la dette liée aux activités de titrisation de la Banque, se reporter à la note 8 des états financiers intermédiaires.

Au 31 janvier 2012, le montant total de la dette subordonnée s'établissait à 243,0 millions \$, soit relativement au même niveau qu'au 31 octobre 2011.

Capitaux propres

Les capitaux propres s'élevaient à 1 226,0 millions \$ au 31 janvier 2012, comparativement à 1 218,3 millions \$ au 31 octobre 2011. Cette augmentation découle principalement du résultat net du premier trimestre, déduction faite des dividendes déclarés, qui a plus que compensé la diminution du cumul des autres éléments du résultat global. La valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque, excluant le cumul des autres éléments du résultat global, a augmenté et s'établissait à 40,12 \$ au 31 janvier 2012, comparativement à 39,40 \$ au 31 octobre 2011. Au 27 février 2012, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'élevait à 25 250 137, et le nombre d'options d'achat d'actions, à 50 000. L'augmentation du nombre d'actions ordinaires après la fin du trimestre provient de l'émission de 1 325 100 actions ordinaires le 2 février 2012, comme il est mentionné ci-après.

Actif administré

L'actif administré s'élevait à 32,9 milliards \$ au 31 janvier 2012, soit des augmentations de 20,9 milliards \$ par rapport au 31 octobre 2011 et de 20,4 milliards \$ par rapport au 31 janvier 2011. L'augmentation par rapport au 31 janvier 2011 est surtout attribuable à la hausse des actifs liés aux régimes enregistrés d'épargne-retraite autogérés par suite de l'acquisition des sociétés MRS et des fonds communs de placement.

Gestion du capital

Les fonds propres de catégorie 1 de la Banque, mesurés selon les IFRS, s'établissaient à 1 196,5 millions \$ au 31 janvier 2012, comparativement à 1 217,2 millions \$ au 31 octobre 2011, mesurés selon les anciens PCGR du Canada. Compte tenu que la Banque a choisi d'appliquer progressivement les ajustements selon les IFRS, comme il est mentionné ci-dessous, le ratio BRI de fonds propres de catégorie 1 et le ratio BRI total des fonds propres ont atteint respectivement 10,3 % et 12,9 % au 31 janvier 2012, par rapport à respectivement 11,0 % et 13,7 % au 31 octobre 2011 selon les anciens PCGR du Canada. Ces ratios demeurent largement au-delà des exigences minimales actuelles. Le ratio de 7,5 % des capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires atteste également de la grande qualité du capital de la Banque.

En outre, conformément à la gestion du capital prudente de la Banque et afin de conserver de solides ratios de fonds propres, surtout en tenant compte des bonnes perspectives de croissance interne et de la récente expansion du bilan par suite de l'acquisition des sociétés MRS, la Banque a clôturé une émission d'actions ordinaires, pour un produit net d'environ 60,5 millions \$ le 2 février 2012.

FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES

	AU 31 JANVIER 2012	AU 31 OCTOBRE ^[2] 2011	AU 31 JANVIER ^[2] 2011
En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)			
Fonds propres de catégorie 1 (A)	1 196 462 \$	1 217 225 \$	1 160 231 \$
Ratio BRI de fonds propres de catégorie 1 (A/C)	10,3 %	11,0 %	11,1 %
Total des fonds propres réglementaires - BRI (B)	1 504 338 \$	1 516 840 \$	1 458 957 \$
Ratio BRI total des fonds propres (B/C)	12,9 %	13,7 %	14,0 %
Total de l'actif pondéré en fonction des risques (C)	11 645 279 \$	11 071 971 \$	10 424 261 \$
Ratio actif / fonds propres	18,0 x	16,2 x	16,1 x
Capitaux propres tangibles en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques ^[1]	7,5 %	9,2 %	9,2 %

[1] Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 20.

[2] Les montants sont présentés selon les anciens PCGR du Canada comme déposés auprès du BSIF.

Incidence de l'adoption des IFRS sur les fonds propres réglementaires

La conversion aux IFRS a eu une incidence considérable sur les capitaux propres de la Banque. Cependant, le Bureau du surintendant des institutions financières Canada autorise l'introduction progressive, sur une période de cinq trimestres, du rajustement du résultat non distribué découlant de la première application de certaines modifications aux IFRS aux fins du calcul de divers ratios. À la date de conversion, la Banque a choisi de façon irrévocable d'apporter les ajustements de manière progressive. Par conséquent, aux fins du calcul du ratio des fonds propres de catégorie 1, la Banque a amorti, depuis le 1^{er} novembre 2011, la tranche admissible de l'incidence des IFRS sur les fonds propres totalisant 136,0 millions \$ sur une base linéaire sur les cinq prochains trimestres jusqu'au 31 janvier 2013. Par conséquent, l'incidence totale de la conversion aux IFRS sur les ratios de fonds propres de la Banque ne sera pleinement prise en compte qu'au 31 janvier 2013. Compte non tenu de cette disposition transitoire, le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio BRI total des fonds propres auraient été respectivement 9,3 % et 12,0 % au 31 janvier 2012.

À l'adoption des IFRS le 1^{er} novembre 2011, les actifs de la Banque ont augmenté du montant des prêts hypothécaires résidentiels titrisés et des actifs de remplacement administrés. Aux fins du calcul du ratio actif/fonds propres, les prêts hypothécaires titrisés vendus dans le cadre du programme OHC jusqu'au 31 mars 2010 ont été exclus, comme l'autorise le BSIF. Cependant, les prêts hypothécaires titrisés vendus après cette date sont désormais inclus dans le calcul du ratio actif/fonds propres et ont contribué à l'augmentation du ratio actif/fonds propres, qui s'établissait à 18,0 au 31 janvier 2012.

Proposition de nouvelles règles de mesure des fonds propres et des liquidités

En décembre 2010, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) a rendu publiques de nouvelles lignes directrices en matière de fonds propres, communément appelées Bâle III. Ces nouvelles exigences entreront en vigueur en janvier 2013 et, de manière générale, établiront des normes plus strictes en matière d'adéquation du capital.

Compte tenu de la position de la Banque en matière de fonds propres et de la nature de ses activités, et en fonction de la compréhension actuelle des règles de Bâle III, la direction croit que la Banque est bien placée pour respecter les exigences en matière de fonds propres à venir. Le ratio *pro forma* des fonds propres ordinaires et assimilés de catégorie 1 au 31 janvier 2012, s'établirait à environ 7,2 % selon les règles de Bâle III applicables en 2019 (sans prise en compte des dispositions transitoires) et en tenant compte de la récente émission d'actions ordinaires. La rubrique « Gestion du capital » du rapport de gestion annuel contient davantage de renseignements sur ces mesures de fonds propres et sur les nouvelles normes globales en matière de liquidité.

Dividendes

Le 22 février 2012, le conseil d'administration a annoncé le versement de dividendes réguliers pour les diverses séries d'actions privilégiées aux actionnaires inscrits en date du 7 mars 2012. Au cours de sa réunion tenue le 7 mars 2012, le conseil d'administration a annoncé le versement d'un dividende de 0,45 \$ par action ordinaire, payable le 1^{er} mai 2012 aux actionnaires inscrits en date du 2 avril 2012.

DIVIDENDES SUR ACTIONS ET RATIO DU DIVIDENDE VERSÉ

	TRIMESTRE			
	CLOS LE	POUR LES EXERCICES CLOS LES		
	31 JANVIER	31 OCTOBRE	31 OCTOBRE	31 OCTOBRE
En dollars canadiens, sauf les ratios du dividende versé (non audité)	2012	2011	2010	2009
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,45 \$	1,62 \$	1,44 \$	1,36 \$
Ratio du dividende versé ^{[1] [2]}	38,7 %	34,8 %	31,1 %	32,1 %

[1] Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 20.

[2] Les montants pour 2010 et 2009 sont présentés selon les anciens PCGR du Canada.

Gestion des risques

De par la nature de ses activités, la Banque est exposée à divers types de risques. Ces risques sont liés principalement à l'utilisation d'instruments financiers. Afin de gérer ces risques, des mesures de contrôle, telles que des politiques de gestion des risques et diverses limites de risque, ont été mises en œuvre. L'objectif de ces mesures est d'optimiser le ratio rendement/risques dans toutes les sphères d'activités de la Banque. De plus amples renseignements sur le cadre de gestion intégrée des risques de la Banque sont fournis dans le rapport annuel 2011.

Risque de crédit

Les sections suivantes fournissent une information détaillée sur la qualité de crédit des portefeuilles de prêts de la Banque.

PROVISIONS POUR PERTES SUR PRÊTS

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER	31 OCTOBRE	31 JANVIER
	2012	2011	2011
En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)			
Provisions pour pertes sur prêts			
Prêts personnels	6 189 \$	7 689 \$	6 755 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	284	(283)	336
Prêts hypothécaires commerciaux	888	3 737	3 779
Prêts commerciaux et autres (y compris les acceptations)	2 639	1 856	587
Total	10 000 \$	12 999 \$	11 457 \$
En pourcentage des prêts et des acceptations moyens	0,18 %	0,24 %	0,22 %

La provision pour pertes sur prêts a diminué et totalisait 10,0 millions \$ au premier trimestre 2012, comparativement à 13,0 millions \$ pour le quatrième trimestre 2011, et à 11,5 millions \$ il y a un an, reflétant l'excellente qualité globale du portefeuille de prêts de la Banque. La baisse des provisions sur les prêts personnels d'un exercice à l'autre découle en partie de la diminution de l'exposition de la Banque aux activités de financement aux points de vente. Les provisions sur prêts hypothécaires résidentiels ont légèrement diminué au premier trimestre 2012 par rapport au premier trimestre 2011, tout en demeurant à un niveau très bas.

Au cours du trimestre, les prêts hypothécaires à l'égard des propriétés et des projets de développement immobilier résidentiels qui étaient auparavant présentés dans les prêts hypothécaires résidentiels ont été reclassés dans les prêts hypothécaires commerciaux afin de mieux refléter leur nature et leur risque. De plus, l'acquisition des sociétés MRS au cours du premier trimestre 2012 ne devrait pas avoir une incidence considérable sur les provisions pour pertes sur prêts dans l'avenir étant donné que les portefeuilles de prêts à l'investissement et de prêts hypothécaires acquis sont relativement bien garantis et présentent un profil de risques plus faibles.

Les provisions sur les prêts hypothécaires commerciaux et sur les prêts commerciaux sont demeurées basses lors du premier trimestre et ont enregistré une baisse de 2,1 millions \$, ce qui reflète la bonne qualité de crédit du portefeuille et les conditions de crédit favorables.

PRÊTS DOUTEUX

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	AU 31 JANVIER 2012	AU 31 OCTOBRE 2011	AU 31 JANVIER 2011
Prêts douteux, montant brut			
Personnels	15 642 \$	14 395 \$	17 250 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	16 127	17 053	19 044
Prêts hypothécaires commerciaux	61 580	62 541	52 605
Prêts commerciaux et autres (y compris les acceptations)	59 414	69 736	79 778
	152 763	163 725	168 677
Provisions cumulatives individuelles	(62 385)	(69 450)	(65 665)
Provisions cumulatives collectives	(79 918)	(73 700)	(69 878)
Prêts douteux, montant net	10 460 \$	20 575 \$	33 134 \$
Prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations			
Montant brut	0,67 %	0,74 %	0,81 %
Montant net	0,05 %	0,09 %	0,16 %

Les prêts douteux bruts s'établissaient à 152,8 millions \$ au 31 janvier 2012, comparativement à 163,7 millions \$ au 31 octobre 2011 et à 168,7 millions \$ au 31 janvier 2011, la qualité de crédit s'étant légèrement améliorée au cours du trimestre. La diminution depuis le 31 octobre 2011 est attribuable essentiellement aux améliorations des portefeuilles de prêts commerciaux. Les portefeuilles de détail ont continué d'afficher une bonne performance, et les prêts douteux connexes sont demeurés relativement inchangés par rapport au 31 octobre 2011, alors que les emprunteurs bénéficiaient toujours du contexte actuel de faibles taux d'intérêt. Les provisions cumulatives individuelles ont diminué de 7,1 millions \$ depuis le début de l'exercice et s'établissaient à 62,4 millions \$ tandis que les provisions cumulatives collectives ont augmenté de 6,2 millions \$, pour s'établir à 79,9 millions \$ au cours de la même période, en partie du fait de la hausse des volumes de prêts.

Les prêts douteux, montant net, s'élevaient à 10,5 millions \$ au 31 janvier 2012, comparativement à 20,6 millions \$ au 31 octobre 2011, ce qui reflète le niveau moins élevé du montant brut des prêts douteux.

Risque de marché

Le risque de marché correspond aux pertes financières que peut subir la Banque en raison des fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite des variations des paramètres qui sous-tendent leur évaluation, notamment les taux d'intérêt, les taux de change ou les cours boursiers. Ce risque est inhérent aux activités de financement, de placement, de négociation et de gestion de l'actif et du passif (GAP) de la Banque.

L'objet des activités de gestion de l'actif et du passif est de contrôler le risque structurel de taux d'intérêt, qui correspond à l'effet potentiel défavorable des fluctuations des taux d'intérêt sur les revenus et la valeur économique de la Banque. La gestion dynamique du risque structurel vise à maximiser la rentabilité de la Banque tout en préservant la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Au 31 janvier 2012, l'effet d'une augmentation soudaine et soutenue de 1 % de l'ensemble de la courbe des taux d'intérêt sur la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et sur le revenu net d'intérêt avant impôts se traduisait comme suit :

ANALYSE DE SENSIBILITÉ DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT STRUCTUREL

En milliers de dollars canadiens (non audité)	AU 31 JANVIER 2012	AU 31 OCTOBRE 2011
Augmentation du revenu net d'intérêt avant impôts au cours des 12 prochains mois	19 916 \$	22 026 \$
Diminution de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (déduction faite des impôts sur le résultat)	(17 779) \$	(15 964) \$

Comme le montre le tableau ci-dessus, la Banque a maintenu sa position en matière de GAP relativement inchangée par rapport au 31 octobre 2011. Ces résultats reflètent les efforts de la direction pour tirer parti des fluctuations des taux d'intérêt à court et à long terme, tout en maintenant la sensibilité à ces fluctuations en deçà des limites approuvées.

Information sectorielle

Cette section fournit un aperçu des activités de la Banque, selon sa structure organisationnelle. Les services aux particuliers, aux entreprises, aux intermédiaires financiers et aux clients institutionnels sont offerts par l'intermédiaire des secteurs d'activité suivants :

- Particuliers et PME-Québec
- Immobilier et commercial
- B2B Trust
- Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux
- Autres

Particuliers et PME-Québec

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER 2012	31 OCTOBRE 2011	31 JANVIER 2011
En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)			
Revenu net d'intérêt	78 725 \$	80 112 \$	80 448 \$
Autres revenus	31 803	33 090	33 342
Revenu total	110 528	113 202	113 790
Provisions pour pertes sur prêts	6 216	6 082	7 684
Frais autres que d'intérêt	91 260	91 352	89 959
Résultat avant impôts sur le résultat	13 052	15 768	16 147
Impôts sur le résultat	2 631	3 174	3 113
Résultat net	10 421 \$	12 594 \$	13 034 \$
Ratio d'efficacité ^[1]	82,6 %	80,7 %	79,1 %

[1] Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 20.

La contribution du secteur Particuliers et PME-Québec au résultat net a été de 10,4 millions \$ au premier trimestre 2012, par rapport à 13,0 millions \$ au premier trimestre 2011.

Le revenu total a reculé, passant de 113,8 millions \$ au premier trimestre de 2011, à 110,5 millions \$ au premier trimestre 2012 en raison de l'incidence combinée de la baisse des autres revenus et de la pression soutenue sur les marges d'intérêt nettes. D'un exercice à l'autre, le revenu net d'intérêt a diminué de 1,7 million \$, surtout en raison de la rationalisation en cours des activités de financement aux points de vente, ainsi qu'en raison des bas taux d'intérêt et de la concurrence qui ont continué d'exercer une pression sur la tarification des prêts et des dépôts des particuliers. Cette diminution, néanmoins, a été partiellement compensée par la solide croissance des prêts et des volumes de dépôts enregistrée par le secteur d'activité, incluant les prêts commerciaux de PME-Québec. Cependant, la diminution des autres revenus est principalement attribuable à la baisse du revenu d'assurance crédit d'un exercice à l'autre compte tenu du niveau de réclamations plus élevé au cours du trimestre, tandis que les autres sources de revenus demeuraient relativement inchangées.

Les pertes sur prêts ont diminué de 1,5 million \$, passant de 7,7 millions \$ au premier trimestre 2011, à 6,2 millions \$ au premier trimestre 2012. Cette amélioration découle surtout de la bonne qualité générale de l'ensemble des portefeuilles de prêts, ainsi que des améliorations particulièrement marquées dans le portefeuille de PME et de la diminution constante du portefeuille de financement aux points de vente attribuable à la réduction des volumes. Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 1,3 million \$, pour passer de 90,0 millions \$ au premier trimestre 2011, à 91,3 millions \$ au premier trimestre 2012, étant donné que les autres frais ont été moins élevés par suite des initiatives de contrôle des coûts mises en œuvre récemment et qu'ils ont été plus que contrebalancés par la hausse des salaires en raison des augmentations annuelles régulières. De plus, un changement apporté à la structure de direction des succursales, mis en œuvre au premier trimestre 2012, entraînera des économies de coûts permanentes dans ce secteur d'activité. Par l'embauche de nouveaux directeurs de comptes commerciaux au cours du dernier exercice, la Banque continue à investir dans son capital humain, ce qui a grandement favorisé la solide croissance des prêts commerciaux par rapport au dernier exercice.

Faits saillants du bilan

- Augmentation des prêts de 8 %, ou 949 millions \$, au cours des douze derniers mois
- Augmentation des dépôts de 6 %, ou 521 millions \$, au cours des douze derniers mois, qui se sont établis à 9,4 milliards \$ en date du 31 janvier 2012

Immobilier et Commercial

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER 2012	31 OCTOBRE 2011	31 JANVIER 2011
En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)			
Revenu net d'intérêt	22 212 \$	22 105 \$	23 095 \$
Autres revenus	8 006	8 956	8 094
Revenu total	30 218	31 061	31 189
Provisions pour pertes sur prêts	2 851	3 982	3 377
Frais autres que d'intérêt	7 756	8 293	7 359
Résultat avant impôts sur le résultat	19 611	18 786	20 453
Impôts sur le résultat	5 305	5 378	5 855
Résultat net	14 306 \$	13 408 \$	14 598 \$
Ratio d'efficacité ^[1]	25,7 %	26,7 %	23,6 %

[1] Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 20.

La contribution du secteur Immobilier et Commercial au résultat net a été de 14,3 millions \$ au premier trimestre 2012, légèrement en baisse par rapport à 14,6 millions \$ au premier trimestre 2011.

Le revenu total a reculé de 1,0 million \$, passant de 31,2 millions \$ au premier trimestre 2011, à 30,2 millions \$ au premier trimestre 2012, surtout en raison de l'incidence de la compression des marges des prêts commerciaux puisque la Banque a continué d'enregistrer une solide croissance des prêts d'un exercice à l'autre. Les pertes sur prêts se sont davantage améliorées de 0,5 million \$, pour s'établir à 2,9 millions \$ au premier trimestre 2012, par rapport à 3,4 millions \$ au premier trimestre 2011, ce qui est en grande partie attribuable à la baisse des pertes dans le portefeuille de financement immobilier. Ce niveau relativement bas de pertes et la diminution des prêts douteux reflètent la bonne qualité de crédit des portefeuilles de prêts. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté et se sont établis à 7,8 millions \$ au premier trimestre 2012 par rapport à 7,4 millions \$ au premier trimestre 2011, du fait essentiellement de la hausse des salaires et des avantages découlant des augmentations régulières des salaires et de l'effectif supplémentaire embauché pour soutenir la croissance des activités.

Faits saillants du bilan

- Augmentation des prêts et des acceptations bancaires de 11 %, ou 349 millions \$, au cours des douze derniers mois
- Diminution des dépôts de 14 millions \$ au cours des douze derniers mois

B2B Trust

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	JANUARY 31	OCTOBER 31	JANUARY 31
	2012	2011	2011
Revenu net d'intérêt	30 964 \$	30 475 \$	28 812 \$
Autres revenus	8 143	1 913	2 525
Revenu total	39 107	32 388	31 337
Provisions pour pertes sur prêts	933	2 935	396
Frais autres que d'intérêt	23 422	15 927	15 902
Frais liés à une acquisition et autres ^[1]	2 660	1 349	-
Résultat avant impôts sur le résultat	12 092	12 177	15 039
Impôts sur le résultat	3 221	3 446	4 262
Résultat net	8 871 \$	8 731 \$	10 777 \$
Ratio d'efficacité ^[2]	66,7 %	53,3 %	50,7 %
Résultat net ajusté ^[2]	10 828 \$	9 932 \$	10 777 \$
Ratio d'efficacité ajusté ^[2]	59,9 %	49,2 %	50,7 %

[1] Frais liés à l'acquisition récente des sociétés MRS.

[2] Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 20.

La contribution du secteur B2B Trust au résultat net, compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration après impôts de 1,9 million \$ liés à l'acquisition des sociétés MRS, s'est élevée à 10,8 millions \$ au premier trimestre 2012, par rapport à 10,8 millions \$ au premier trimestre 2011. Le résultat net déclaré pour le premier trimestre 2012 était de 8,9 millions \$.

Le revenu total a augmenté, pour s'établir à 39,1 millions \$ au premier trimestre 2012, par rapport à 31,3 millions \$ au premier trimestre 2011, surtout en raison de la hausse des revenus tirés des régimes enregistrés autogérés par suite de l'acquisition des sociétés MRS. Le revenu net d'intérêt a aussi augmenté de 2,2 millions \$ par rapport à l'exercice précédent en raison de la hausse des volumes de prêts et de dépôts découlant surtout de l'acquisition des sociétés MRS.

Les pertes sur prêts ont quelque peu progressé de 0,5 million \$, pour atteindre 0,9 million \$ au premier trimestre 2012, en comparaison de 0,4 million \$ au premier trimestre 2011, ce qui s'explique essentiellement par les provisions plus élevées requises sur un plus grand volume de prêts à l'investissement et de prêts hypothécaires résidentiels. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 7,5 millions \$, pour s'élever à 23,4 millions \$ au premier trimestre 2012, comparativement à 15,9 millions \$ pour le premier trimestre 2011. Cette augmentation tient compte des dépenses d'exploitation actuelles de 7,1 millions \$ liées aux sociétés MRS. Autrement, les frais ont augmenté de 0,4 million \$, ou 3 %, d'un exercice à l'autre, compte tenu de la hausse de la charge salariale pour soutenir les objectifs de croissance du secteur d'activité et les coûts de location plus élevés. Les frais liés à une acquisition et autres ont totalisé 2,7 millions \$ au premier trimestre 2012 en raison principalement des frais de technologie de l'information engagés pour l'intégration des sociétés MRS récemment acquises.

L'acquisition des sociétés MRS, après à peine deux mois et demi, dégage déjà d'excellents résultats et contribue à améliorer la diversification des revenus. L'intégration des sociétés MRS avance comme prévu, et les restructurations opérationnelles liées à l'intégration informatique se font sans à-coups. La direction demeure concentrée sur l'achèvement de ce processus pour assurer la réalisation des synergies prévues au cours des 15 prochains mois.

Faits saillants du bilan

- Augmentation des prêts de 12 %, ou 658 millions \$, au cours des douze derniers mois
- Augmentation du total des dépôts de 11 %, ou 958 millions \$, au cours des douze derniers mois

Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER	31 OCTOBRE	31 JANVIER
	2012	2011	2011
Revenu total	14 655 \$	10 389 \$	16 241 \$
Frais autres que d'intérêt	12 160	10 246	12 495
Résultat avant impôts sur le résultat	2 495	143	3 746
Impôts sur le résultat	620	12	1 024
Résultat net	1 875 \$	131 \$	2 722 \$
Ratio d'efficacité ^[1]	83,0 %	98,6 %	76,9 %

[1] Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 20.

La contribution du secteur Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux (VMBL & MC) au résultat net a diminué, pour se fixer à 1,9 million \$ au premier trimestre 2012, comparativement à 2,7 millions \$ au premier trimestre 2011.

Le revenu total a diminué de 1,6 million \$, pour s'établir à 14,7 millions \$ au premier trimestre 2012, en comparaison de 16,2 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2011. Malgré l'amélioration des conditions du marché depuis le dernier trimestre, ces dernières sont demeurées difficiles pour les activités de financement et de négociation par rapport à l'an dernier, de sorte que les revenus tirés des activités de courtage et de négociation ont légèrement diminué d'un exercice à l'autre. Le revenu de services de courtage aux particuliers moins élevé, résultant de la baisse du niveau d'activité, a aussi influé sur la diminution. Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 0,3 million \$ du fait principalement de la baisse de la rémunération liée à la performance imputable aux revenus tirés des marchés moins importants et aux commissions réduites.

Comparativement au dernier trimestre de 2011, la contribution du secteur VMBL & MC s'est améliorée de manière importante, étant donné un certain regain de confiance des marchés financiers.

Fait saillant du bilan

- Biens sous gestion de 2,2 milliards \$ en date du 31 janvier 2012

Autres

En milliers de dollars canadiens (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	JANUARY 31	OCTOBER 31	JANUARY 31
	2012	2011	2011
Revenu net d'intérêt	(1 781) \$	(7 394) \$	(6 524) \$
Autres revenus	1 017	2 776	822
Revenu total	(764)	(4 618)	(5 702)
Frais autres que d'intérêt	5 762	2 328	1 362
Frais liés à une acquisition et autres ^[1]	-	7 657	-
Résultat avant impôts sur le résultat	(6 526)	(14 603)	(7 064)
Recouvrement d'impôts sur le résultat	(2 015)	(6 448)	(2 853)
Perte nette	(4 511) \$	(8 155) \$	(4 211) \$

[1] Coûts liés à l'acquisition récente des sociétés MRS et à la l'indemnité versée au titre de la résiliation en 2012 de l'entente de distribution des fonds IA Clarington.

Le secteur Autres a affiché une contribution négative de 4,5 millions \$ au résultat net pour le premier trimestre 2012, comparativement à une contribution négative de 4,2 millions \$ pour le premier trimestre 2011.

Le revenu net d'intérêt a augmenté, passant d'un montant négatif de 6,5 millions \$ pour le premier trimestre 2011 à un montant négatif de 1,8 million \$ pour le premier trimestre 2012, reflétant les ajustements apportés à la gestion des actifs et des passifs au cours du trimestre. Les autres revenus se sont fixés à 1,0 million \$ au premier trimestre 2012, par rapport à 0,8 million \$ au premier trimestre 2011 et se rapportent surtout aux profits sur les activités de trésorerie.

Les frais autres que d'intérêt du premier trimestre 2012 ont totalisé 5,8 millions \$, comparativement à 1,4 million \$ il y a un an, une hausse de 4,4 millions \$. La hausse des charges de certains programmes d'assurance collective dont la Banque co-assure le risque, la hausse des coûts des programmes de paiements fondés sur des actions et les augmentations de salaires régulières ont contribué à la hausse par rapport à l'an dernier.

Données financières supplémentaires – Résultats trimestriels

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et les pourcentages (non audité)	IFRS					PCGR DU CANADA			
	31 JANVIER	31 OCTOBRE	31 JUILLET	30 AVRIL	31 JANVIER	31 OCTOBRE	31 JUILLET	30 AVRIL	
	2012	2011	2011	2011	2011	2010	2010	2010	
Revenu total	193 744 \$	182 422 \$	185 833 \$	183 237 \$	186 855 \$	190 074 \$	188 810 \$	178 113 \$	
Résultat net	30 962 \$	26 709 \$	29 072 \$	31 016 \$	36 920 \$	32 514 \$	30 064 \$	28 349 \$	
Résultat par action									
de base	1,16 \$	0,99 \$	1,09 \$	1,17 \$	1,41 \$	1,24 \$	1,13 \$	1,06 \$	
dilué	1,16 \$	0,99 \$	1,08 \$	1,17 \$	1,41 \$	1,24 \$	1,13 \$	1,06 \$	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ^[1]	11,6 %	10,0 %	11,2 %	12,7 %	15,2 %	11,8 %	11,0 %	10,9 %	
Actif au bilan (en millions de dollars)	29 921 \$	28 963 \$	28 239 \$	27 896 \$	26 919 \$	23 772 \$	23 549 \$	23 062 \$	

[1] Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 20.

Méthodes comptables

Un sommaire des principales méthodes comptables auxquelles se conforme la Banque est présenté aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires au 31 janvier 2012. Les états financiers consolidés intermédiaires pour le premier trimestre 2012 ont été préparés conformément à ces méthodes comptables.

Modifications de méthodes comptables à venir

La section qui suit présente les modifications de méthodes comptables à venir, qui s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, au plus tôt. La Banque n'a pas encore évalué l'incidence de l'adoption de ces normes sur ses états financiers.

IFRS 9, Instruments financiers

En novembre 2009, l'IASB a publié, puis révisé en octobre 2010, l'IFRS 9, *Instruments financiers*. L'IFRS 9, qui doit être appliquée rétrospectivement, est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015. Elle contient de nouvelles exigences sur la manière dont une entité doit classer et évaluer les actifs et les passifs financiers qui font partie à l'heure actuelle du champ d'application de l'IAS 39.

IFRS 10, États financiers consolidés, IFRS 11, Partenariats, et IFRS 12, Informations à fournir sur les intérêts dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, l'IFRS 11, *Partenariats*, et l'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts dans d'autres entités*, qui seront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 et qui devront être appliquées rétrospectivement.

L'IFRS 10 établit les principes de présentation et de préparation des états financiers consolidés dans le cas où une entité contrôle au moins une autre entité. L'IFRS 11 fournit des indications sur la comptabilisation des partenariats qui mettent l'accent sur les droits et les obligations des partenariats plutôt que sur leur forme juridique. L'IFRS 12 contient des exigences à l'égard des informations à fournir sur les filiales, les partenariats et les entreprises associées, ainsi que sur les entités structurées, qui remplacent les exigences existantes.

IFRS 13, Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, qui sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, et qui devra être appliquée prospectivement. L'IFRS 13 constitue une source unique d'indications pour l'évaluation de la juste valeur lorsque la juste valeur est exigée ou permise pour les IFRS et rehausse les exigences en matière d'informations à fournir lorsque la juste valeur est requise.

IAS 19, Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a publié une version modifiée de l'IAS 19, *Avantages du personnel*, qui sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, et qui devra être appliquée rétrospectivement. Les modifications apportées à l'IAS 19 éliminent l'option de différer la comptabilisation des profits et des pertes découlant des régimes à prestations

définies, connue comme la «méthode du corridor», que la Banque utilise à l'heure actuelle, et exigent que les réévaluations soient présentées dans les autres éléments du résultat global.

IAS 32, Instruments financiers : Présentation et IFRS 7, Instruments financiers : Informations à fournir

En décembre 2011, l'IASB a publié des modifications qui ont été apportées à l'IAS 32 afin de clarifier les critères de compensation des instruments financiers. Les modifications visent à redresser des incohérences de la pratique courante relative à l'application des critères de compensation de l'IAS 32, et entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 et devront être appliquées de manière rétrospective. En outre, en décembre 2011, l'IASB a publié des modifications connexes à l'IFRS 7 pour inclure de nouvelles exigences en matière d'informations à fournir qui devraient aider les utilisateurs à mieux évaluer l'incidence, réelle ou potentielle, des contrats de compensation sur la situation financière d'une entité. Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, et devront être appliquées de manière rétrospective.

Régie d'entreprise et modifications au contrôle interne à l'égard de l'information financière

En date du 31 janvier 2012, la direction de la Banque Laurentienne, avec la participation du président et chef de la direction et du vice-président exécutif et chef de la direction financière, a évalué l'efficacité du fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque, définis par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et a conclu que ces contrôles étaient efficaces.

Le 16 novembre 2011, la Banque a conclu l'acquisition des sociétés MRS. En vertu de la législation canadienne sur les valeurs mobilières, qui permet à un émetteur de limiter la conception de ses contrôles et procédures de communication de l'information et de ses contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF) de sorte à ne pas tenir compte des contrôles, des politiques et des procédures d'une entreprise acquise dans les 365 jours précédant le dernier jour de la période couverte par le rapport intermédiaire, la direction n'a pas tenu compte des contrôles, des politiques et des procédures suivis par les sociétés MRS, dont les résultats sont inclus dans les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque pour la période close le 31 janvier 2012. Les sociétés MRS représentaient environ 3 % de l'actif total, 2 % du passif total, 4 % du total des revenus et 3 % du résultat net total au 31 janvier 2012 et pour la période close à cette date. Pour en savoir davantage sur les actifs acquis et les passifs pris en charge à la date d'acquisition, se reporter à la note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2012, à l'exception de l'incidence de l'acquisition des sociétés MRS, il n'y a eu aucune modification aux politiques, procédures et autres processus de la Banque relatifs au contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Le conseil d'administration et le comité d'audit de la Banque Laurentienne ont examiné ce communiqué avant sa diffusion aujourd'hui.

Mesures financières non conformes aux PCGR

La Banque a adopté les IFRS comme référentiel comptable. Les IFRS constituent les principes comptables généralement reconnus (PCGR) des entités canadiennes ayant une obligation d'information du public pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. La Banque utilise à la fois les PCGR et certaines mesures financières non conformes aux PCGR afin d'évaluer sa performance. Les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR et peuvent difficilement être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. La Banque considère que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent aux investisseurs et aux analystes des renseignements utiles afin de leur permettre de mieux apprécier ses résultats financiers et d'effectuer une analyse plus rigoureuse de son potentiel de rentabilité et de développement. Les mesures financières de la Banque non conformes aux PCGR sont définies comme suit :

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires constitue une mesure de rentabilité calculée comme le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires, excluant le cumul des autres éléments du résultat global.

Valeur comptable de l'action ordinaire

La valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque est définie comme les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, à l'exclusion du cumul des autres éléments du résultat global, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de la période.

Ratio des capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires

Les capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires sont définis comme les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, à l'exclusion du cumul des autres éléments du résultat global, moins le goodwill et les immobilisations incorporelles liées aux relations contractuelles et aux relations clients. Le ratio des capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires divisés par l'actif pondéré en fonction des risques.

Marge nette d'intérêt

La marge nette d'intérêt est le ratio du revenu net d'intérêt sur l'actif total moyen, exprimé en pourcentage ou en points de base.

Ratio d'efficacité et levier d'exploitation

La Banque utilise le ratio d'efficacité comme mesure de la productivité et du contrôle des coûts. Ce ratio est défini comme les frais autres que d'intérêt en pourcentage du revenu total. La Banque utilise également le levier d'exploitation comme mesure d'efficacité. Le levier d'exploitation est l'écart entre le taux de croissance du revenu total et celui des frais autres que d'intérêt.

Ratio du dividende versé

Le ratio du dividende versé est défini comme les dividendes déclarés par action ordinaire en pourcentage du résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires.

Rendement de l'action

Le rendement de l'action est défini comme le quotient obtenu en divisant les dividendes par action ordinaire par le cours de clôture de l'action ordinaire.

Mesures ajustées selon les PCGR et non conformes aux PCGR

Certaines analyses présentées dans le présent document reposent sur les activités de base de la Banque et ne tiennent donc pas compte de l'effet des frais d'intégration liés à l'acquisition récente des sociétés MRS et de l'indemnité versée au titre de la résiliation en 2012 de l'entente de distribution des fonds IA Clarington en raison de la conclusion d'une nouvelle entente de distribution des fonds communs de placement Mackenzie.

À propos de la Banque Laurentienne

La Banque Laurentienne du Canada est une institution bancaire dont les activités s'étendent à l'échelle du Canada. Elle offre à ses clientèles tout un éventail de services financiers diversifiés et se distingue grâce à l'excellence de son service, à son accessibilité et à sa convivialité. La Banque sert les particuliers et les petites et moyennes entreprises, et elle offre également ses produits à un vaste réseau d'intermédiaires financiers indépendants par l'entremise de B2B Trust. Enfin, elle fournit des services de courtage de plein exercice par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Banque Laurentienne.

La Banque Laurentienne est solidement implantée au Québec, où elle exploite le troisième plus important réseau de succursales bancaires. Ailleurs au Canada, la Banque est active dans des segments de marché spécifiques où elle détient une position de choix. La Banque Laurentienne du Canada gère un actif au bilan de plus de 29 milliards \$, de même que des actifs administrés de plus de 32 milliards \$. Fondée en 1846, la Banque Laurentienne a été nommée lauréate régionale Québec et Canada Atlantique 2011 du concours des 10 cultures d'entreprise les plus admirées au Canada de la firme Waterstone Human Capital. La Banque emploie près de 4 000 personnes.

Conférence téléphonique

La Banque Laurentienne du Canada invite les représentants des médias et le public à se joindre aux analystes financiers pour la conférence téléphonique qui se tiendra à 14 h, heure de l'Est, le mercredi 7 mars 2012. Un numéro de téléphone sans frais — 514-861-2255 ou 1-866-696-5910, code 1035375# — permet d'écouter cette conférence en direct, en mode écoute seulement.

L'enregistrement de cette conférence téléphonique sera disponible en différé le mercredi 7 mars 2012 à compter de 18 h jusqu'à 23 h 59, le 6 avril 2012, au numéro 514-861-2272, ou 1-800-408-3053, code 1063231#. Les personnes intéressées peuvent également écouter cette conférence sur le site Internet de la Banque — www.banquelaurentienne.ca — à la section Relations avec les investisseurs. Ce site fournit également de l'information financière additionnelle.

Chef de la direction financière : Michel C. Lauzon, 514 284-4500, poste 7997

Relations médias et Relations avec les investisseurs : Gladys Caron, 514-284-4500, poste 7511; cell. : 514-893-3963

États financiers consolidés résumés intermédiaires

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires complets pour le trimestre clos le 31 janvier 2012, incluant les notes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires, sont également disponibles sur le site Web de la Banque, à l'adresse www.banquelaurentienne.ca.

Bilan consolidé ^[1]

En milliers de dollars canadiens (non audité)	AU 31 JANVIER 2012	AU 31 OCTOBRE 2011	AU 31 JANVIER 2011	AU 1 ^{ER} NOVEMBRE 2010
ACTIF				
Trésorerie et dépôts non productifs				
d'intérêts auprès d'autres banques	85 426 \$	81 600 \$	76 426 \$	72 444 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	537 281	285 459	457 207	99 394
Valeurs mobilières				
Disponibles à la vente	1 998 154	2 108 075	2 034 629	2 138 861
Détenues jusqu'à l'échéance	1 058 491	885 822	638 276	559 457
Détenues à des fins de transaction	2 135 846	2 181 969	1 889 086	1 496 583
Désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	-	-	5 441	624 642
	5 192 491	5 175 866	4 567 432	4 819 543
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente	639 604	720 317	515 855	994 674
Prêts				
Personnels	6 064 020	5 774 207	5 627 619	5 636 203
Hypothécaires résidentiels	12 124 453	11 869 412	11 037 610	10 859 647
Hypothécaires commerciaux	2 435 219	2 363 808	2 205 736	2 166 375
Commerciaux et autres	1 994 040	1 900 977	1 742 889	1 691 190
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	206 253	179 140	170 098	165 450
	22 823 985	22 087 544	20 783 952	20 518 865
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts	(142 303)	(143 150)	(135 543)	(131 567)
	22 681 682	21 944 394	20 648 409	20 387 298
Autres				
Immobilisations corporelles	63 957	61 708	60 638	55 727
Dérivés	229 247	228 261	128 865	158 066
Goodwill	64 077	29 224	29 224	29 224
Logiciels et autres immobilisations incorporelles	136 534	113 949	99 973	101 671
Actifs d'impôt différé	2 724	4 160	23 672	47 995
Autres actifs	288 213	318 272	310 937	289 289
	784 752	755 574	653 309	681 972
	29 921 236 \$	28 963 210 \$	26 918 638 \$	27 055 325 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Dépôts				
Personnels	16 254 742 \$	15 609 853 \$	15 381 366 \$	15 354 851 \$
Entreprises, banques et autres	4 446 545	4 406 428	3 545 739	4 250 819
	20 701 287	20 016 281	18 927 105	19 605 670
Autres				
Engagements au titre des valeurs vendues à découvert	1 349 022	1 471 254	1 170 817	1 362 336
Engagements au titre des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat	360 622	36 770	469 021	60 050
Acceptations	206 253	179 140	170 098	165 450
Dérivés	141 754	129 969	131 979	115 235
Passifs d'impôt différé	1 984	6 362	1 251	27 543
Autres passifs	892 795	901 720	881 075	945 939
	2 952 430	2 725 215	2 824 241	2 676 553
Dette liée aux activités de titrisation	4 798 554	4 760 847	3 786 336	3 486 634
Dette subordonnée	242 987	242 551	241 116	150 000
Capitaux propres				
Actions privilégiées	210 000	210 000	210 000	210 000
Actions ordinaires	259 492	259 492	259 388	259 363
Réserve pour paiements fondés sur des actions	227	227	227	243
Résultats non distribués	700 037	683 007	634 965	610 483
Cumul des autres éléments du résultat global	56 222	65 590	35 260	56 379
	1 225 978	1 218 316	1 139 840	1 136 468
	29 921 236 \$	28 963 210 \$	26 918 638 \$	27 055 325 \$

[1] Les données comparatives ont été préparées selon les IFRS. Voir la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 31 janvier 2012 pour de plus amples informations.

État du résultat consolidé ^[1]

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER 2012	31 OCTOBRE 2011	31 JANVIER 2011
(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité))			
Revenu d'intérêt			
Prêts	245 083 \$	241 963 \$	242 416 \$
Valeurs mobilières	18 891	18 797	18 286
Dépôts auprès d'autres banques	1 024	1 084	1 010
Autres, incluant les dérivés	15 697	15 752	15 108
	280 695	277 596	276 820
Frais d'intérêt			
Dépôts	107 673	110 069	113 511
Dettes liées aux activités de titrisation	39 672	38 552	31 875
Dettes subordonnées	2 403	2 432	4 379
Autres, incluant les dérivés	318	152	452
	150 066	151 205	150 217
Revenu net d'intérêt	130 629	126 391	126 603
Autres revenus			
Frais et commissions sur prêts et dépôts	28 511	29 333	28 343
Revenus tirés des activités de courtage	13 549	8 332	13 284
Revenus d'assurance crédit	3 770	4 994	5 203
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	4 714	5 897	6 129
Revenus tirés de la vente de fonds communs de placement	4 329	4 258	4 107
Revenus tirés des régimes enregistrés autogérés	6 801	1 505	2 084
Autres revenus	1 441	1 712	1 102
	63 115	56 031	60 252
Revenu total	193 744	182 422	186 855
Provisions pour pertes sur prêts	10 000	12 999	11 457
Frais autres que d'intérêt			
Salaires et avantages du personnel	77 032	70 431	68 688
Frais d'occupation de locaux et technologie	37 166	35 375	34 601
Autres	26 162	22 340	23 788
Frais liés à une acquisition et autres	2 660	9 006	-
	143 020	137 152	127 077
Résultat avant impôts sur le résultat	40 724	32 271	48 321
Impôts sur le résultat	9 762	5 562	11 401
Résultat net	30 962 \$	26 709 \$	36 920 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes	3 166	3 111	3 109
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	27 796 \$	23 598 \$	33 811 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)			
de base	23 925	23 925	23 922
dilué	23 943	23 941	23 942
Résultat par action			
de base	1,16 \$	0,99 \$	1,41 \$
dilué	1,16 \$	0,99 \$	1,41 \$
Dividendes déclarés par action			
Actions ordinaires	0,45 \$	0,42 \$	0,39 \$
Actions privilégiées - série 9	0,38 \$	0,38 \$	0,38 \$
Actions privilégiées - série 10	0,33 \$	0,33 \$	0,33 \$

[1] Les données comparatives ont été préparées selon les IFRS. Voir la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 31 janvier 2012 pour de plus amples informations.

État du résultat global consolidé ^[1]

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER 2012	31 OCTOBRE 2011	31 JANVIER 2011
En milliers de dollars canadiens (non audité)			
Résultat net	30 962 \$	26 709 \$	36 920 \$
Autres éléments du résultat global, après impôts sur le résultat			
Profits nets latents (pertes nettes latentes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	(1 483)	(3 974)	(6 939)
Reclassement au résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	(321)	(617)	(1 715)
Variation de valeur nette des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(7 564)	21 514	(12 465)
	(9 368)	16 923	(21 119)
Résultat global	21 594 \$	43 632 \$	15 801 \$

[1] Les données comparatives ont été préparées selon les IFRS. Voir la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 31 janvier 2012 pour de plus amples informations.

État de la variation des capitaux propres consolidé [1]

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 31 JANVIER 2012

En milliers de dollars canadiens (non audité)	ACTIONS PRIVILÉGIÉES	ACTIONS ORDINAIRES	RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS	RÉSERVES POUR LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL			RÉSERVE POUR PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
				VALEURS MOBILIÈRES DISPONIBLES À LA VENTE	COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	TOTAL		
Solde au 31 octobre 2011	210 000 \$	259 492 \$	683 007 \$	22 217 \$	43 373 \$	65 590 \$	227 \$	1 218 316 \$
Résultat net			30 962					30 962
Autres éléments du résultat global, après impôts sur le résultat								
Profits nets latents (pertes nettes latentes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				(1 483)		(1 483)		(1 483)
Reclassement au résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				(321)		(321)		(321)
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie					(7 564)	(7 564)		(7 564)
Résultat global			30 962	(1 804)	(7 564)	(9 368)		21 594
Dividendes								
Actions privilégiées, y compris les impôts connexes			(3 166)					(3 166)
Actions ordinaires			(10 766)					(10 766)
Solde au 31 janvier 2012	210 000 \$	259 492 \$	700 037 \$	20 413 \$	35 809 \$	56 222 \$	227 \$	1 225 978 \$

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 31 JANVIER 2011

En milliers de dollars canadiens (non audité)	ACTIONS PRIVILÉGIÉES	ACTIONS ORDINAIRES	RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS	RÉSERVES POUR LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL			RÉSERVE POUR PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
				VALEURS MOBILIÈRES DISPONIBLES À LA VENTE	COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	TOTAL		
Solde au 1 ^{er} novembre 2010	210 000 \$	259 363 \$	610 483 \$	37 071 \$	19 308 \$	56 379 \$	243 \$	1 136 468 \$
Résultat net			36 920					36 920
Autres éléments du résultat global, après impôts sur le résultat								
Profits nets latents (pertes nettes latentes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				(6 939)		(6 939)		(6 939)
Reclassement au résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				(1 715)		(1 715)		(1 715)
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie					(12 465)	(12 465)		(12 465)
Résultat global			36 920	(8 654)	(12 465)	(21 119)		15 801
Émissions d'actions ordinaires en vertu du régime d'options d'achat d'actions								
		25						25
Paiements fondés sur des actions								
							(16)	(16)
Dividendes								
Actions privilégiées, y compris les impôts connexes			(3 109)					(3 109)
Actions ordinaires			(9 329)					(9 329)
Solde au 31 janvier 2011	210 000 \$	259 388 \$	634 965 \$	28 417 \$	6 843 \$	35 260 \$	227 \$	1 139 840 \$

[1] Les données comparatives ont été préparées selon les IFRS. Voir la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 31 janvier 2012 pour de plus amples informations.